

Aubière, le 20 novembre 2006

21, allée Evariste Galois
63174 AUBIERE Cedex

Téléphone : 04.73.34.91.00
Télécopie : 04.73.34.91.39
Internet : www.auvergne.drire.gouv.fr

Division environnement industriel et sous-sol
Cellule Interdépartementale Risques Accidentels
Affaire suivie par
Téléphone : 04.73.34.91.00
Mél. @industrie.gouv.fr
06.924.

**Rapport de l'inspection de l'inspection des installations classées
Poursuite et extension des activités de stockage de céréales
Société COOPACA à Saint Martin des Lais (03)**

Par demande du 8 septembre 2005, la coopérative agricole COOPACA a sollicité l'autorisation de poursuivre et d'étendre ses activités de stockage de céréales situées au lieu dit "les côtes" sur la commune de Saint-Martin des Lais (03)

Le dossier a été jugé recevable le 10 octobre 2005.

L'objet du présent rapport est de synthétiser la demande de l'exploitant et son instruction, de présenter l'analyse de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et de proposer une suite administrative à la demande.

I – SYNTHÈSE DU DOSSIER PRÉSENTÉ PAR COOPACA

I-1 - Demandeur

Raison sociale	: COOPACA
Adresse du siège	: Le bourg – 03220 TRETEAU
Adresse du silo	: Les côtes – 03230 St Martin des Lais
N° SIRET	: 779 053 883 00012
Code APE	: 512 A
Forme juridique	: Société de coopérative agricole à capital variable
Gérant	: Monsieur Jacky COURRIER

La société COOPACA s'est installée sur la commune de St Martin des Lais en 1987. Elle s'est spécialisée dans :

- la collecte, le stockage et la commercialisation des céréales,
- la vente aux agriculteurs de produits nécessaires à l'exploitation : engrais,

- produits phytosanitaires, semences, quincaillerie, aliments du bétail,
- des prestations de service : séchage à façon, épandage d'engrais et travaux agricoles exclusivement.

Elle assure la collecte des céréales et son rayon d'activité est le quart nord-est du département de l'Allier.

Les principaux clients sont les industriels transformateurs des secteurs de la fabrication d'amidon, de semoulerie, de malterie, de meunerie, l'alimentation animale, l'industrie du floconnage et l'industrie de la trituration pour les oléagineux.

Les principales destinations de ses produits sont : l'export, les régions Rhône-Alpes, PACA, Auvergne, Bourgogne, Alsace et Nord.

I-2 – Présentation du site

COOPACA exploite actuellement des silos de stockage d'une capacité de 17 500 m³ soumis à autorisation et nécessitant une régularisation. L'exploitant dispose pour cette activité d'un récépissé de déclaration datant de 1990 pour une capacité de 12 000 m³.

Le site de St Martin des Lais comporte également une activité de stockages d'engrais à base de nitrate soumise à déclaration pour une capacité de 980 tonnes. Cette activité a été régulièrement déclarée (récépissé de 1999).

Deux autres activités sont soumises à déclaration sur le site (récépissé de 1990) :

- un stockage de 70 m³ de gaz combustible liquéfié,
- une installation de séchage disposant d'une installation de combustion de 4,924 MW.



I-3 – Demande

COOPACA souhaite régulariser et étendre son activité de stockage de céréales en la portant à 30 000 m³, par l'adjonction d'une nouvelle capacité de stockage.

La demande prévoit la construction d'un silo à plat de 60 m de long, 26 m de large et 6 m de haut.

Les organes de manutention seront reliés aux capacités et manutentions existantes.

Le dossier de demande présenté reprend l'ensemble des activités exercées sur le site et le projet d'extension.

Compte tenu de l'évolution de la nomenclature et des modifications et extensions du site, le tableau suivant établit le nouveau classement de l'établissement.

Activité	Rubrique	Volume	Classement	R : A
Silos de stockage de céréales	2160-1-a	30 000 m ³	A	3
Dépôt d'engrais solides à base de nitrates	1331-I-d	350 tonnes	D, C	-
Installation de combustion	2910-A-2	4,924 MW	D, C	-
Stockage de gaz combustible liquéfié	1412-2-b	70 m ³	D, C	-
Dépôt de produits agropharmaceutiques	1155	6,4 tonnes	Nc	-
Engrais simples	1331 III	2000 tonnes	Nc	-
Stockage de liquides inflammables	1432-2	2 m ³	Nc	-
Nettoyage –tamisage de substances végétales	2260-2	6 kW	Nc	-
Installation de compression	2920-2	9,7 kW	Nc	-

I-4 – Risques et inconvénients et moyens de prévention

1-4-1 Risques

L'étude de danger et l'analyse de risque du site ont mis en évidence un potentiel de danger principal : l'explosion de poussières organiques au niveau des cellules de stockage et des équipements des silos.

Face à ce risque, COOPACA met en place les mesures préventives préconisées par la profession et exigées par la réglementation :

- installation de dépoussiérage/aspiration asservie au fonctionnement des installations,
- matériel électrique adapté,
- silothermométrie,
- événements d'explosion,
- consignes, permis de feu, procédures de surveillance,
- capteurs de départ, contrôleurs de rotation, indicateurs de températures moteurs, etc...

1-4-2 Inconvénients

Les principaux inconvénients générés par les installations sont :

a) Bruit

L'implantation de l'établissement se situe dans une zone isolée des habitations. Néanmoins, des dispositifs de réduction des émissions sonores sont prévus :

- capotage des convoyeurs,
- ventilateurs adaptés.

b) Air

Les opérations de nettoyage des gains, les phases de réception et expédition en véhicules routiers constituent les sources principales de poussières. Un système d'aspiration centralisée capte les poussières et permet de limiter les rejets sous les seuils réglementaires autorisés.

c) Eau

L'eau n'est pas utilisée pour l'activité.

Les eaux pluviales du site sont collectées et transitent par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu.

Les eaux sanitaires sont traitées par un bac dégraisseur, une fosse septique et un lit filtrant.

d) Impact visuel

Le bâtiment s'insère dans une zone à prédominance agricole à 200 m des premières maisons de St Martin des Lais.

I-5 – Conditions de remise en état du site

Les mesures de remises en état du site en cas de cessation d'activité consisteront en :

- l'information du préfet avec production d'un mémoire conforme à l'article L512-17 du Code de l'environnement,
- l'évacuation des produits restant en centres autorisés,
- la démolition des installations,
- la fourniture d'un diagnostic environnemental portant notamment sur les sols et si nécessaire leur dépollution.

II – CONSULTATIONS ET ENQUÊTE PUBLIQUE

II- 1 - Avis des services

Service	Avis	Observations
Direction Départementale de l'Equipement	Favorable	
Service Départemental d'Incendie et de Secours	Pas d'objection	L'exploitant devra se conformer aux règles de sécurité qui pourraient lui être imposées par le service chargé du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et du Règlement Opérationnel des Services d'incendie et de secours
Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales	Favorable	L'arrêté préfectoral devra prescrire : - des dispositifs de rétention, - des contrôles de rejets des eaux pluviales
Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt	Favorable	L'arrêté préfectoral devra prescrire : - des dispositifs de rétention - la récupération éventuelle d'eaux d'incendie
Direction Départementale du Travail	Pas d'opposition	-le CHSCT doit être consulté - les fiches de données sécurité ne sont pas annexées au dossier
Direction Régionale des Affaires Culturelles	Pas d'opposition	Le projet ne donnera pas lieu à une prescription archéologique

II – 2 -Avis des conseils municipaux

Conseil municipal	Avis	Observations
St Martin des Lais	Favorable	
Garnat sur Engièvre	Favorable	
Paray le Fresil	Favorable	
Vitry sur Loire	Favorable	

II –3 -Enquête publique

L'enquête publique d'un mois s'est déroulée du 29 novembre 2005 au 29 décembre 2005 conformément à l'arrêté préfectoral n° 4097/2005 du 4 novembre 2005. Le commissaire enquêteur, désigné par décision du tribunal administratif du 21 octobre 2005 est monsieur Bernard PARANT.

Le rayon d'affichage de 3 km concerne les communes de St Martin des Lais, Paray le Fresil, Garnat sur Engièvre dans l'Allier et Vitry sur Loire en Saône et Loire.

2-3-1 Observations lors de l'enquête

Aucune observation n'a été recueillie sur le registre d'enquête.

Le commissaire enquêteur a sollicité, le 3 janvier 2006, des précisions auprès de l'exploitant concernant :

- les procédures mises en œuvre pour le nettoyage,
- la surveillance de l'étanchéité des capotages anti-poussières.

2-3-2 Mémoire en réponse de l'exploitant

En réponse au commissaire enquêteur, COOPACA précise les éléments suivants :

- * Dans notre process de réception des céréales, le nettoyage des grains est obligatoire et automatique avant l'ensilage dans les cellules. Tout notre équipement de nettoyeur/séparateur et d'aspiration est neuf. Désormais, avec cet équipement, toutes les poussières collectées dans les circuits de manutention passent par un filtre et sont dirigés dans une chambre à poussière pour leur stockage. Avec cet investissement, nos rejets dans l'air sont bien inférieurs aux normes.
- * Le matériel étant neuf, l'étanchéité des appareils d'aspiration est actuellement parfaite. Pour la surveiller dans le temps, notre équipe de maintenance effectue des visites dans tous les silos deux fois par an et procède aux travaux nécessaires sur la tuyauterie et les capots.

II -3- Avis du commissaire enquêteur

Compte tenu :

- du sérieux présenté par la société COOPACA,
- des avis favorables des conseils municipaux consultés,
- de la conformité des installations à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos,
- du dossier présenté et des différentes études qui y sont intégrées,
- de l'absence d'observation formulée par la population avoisinante,

le commissaire enquêteur émet un avis favorable.

II-4 Avis du CHSCT de COOPACA

Le CHSCT de COOPACA a émis un avis favorable à l'unanimité, le 7 avril 2006 sur la demande présentée.

III – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

III-1 Statut administratif

Le projet consiste en la régularisation d'une partie de l'existant (silos) et en l'extension de l'activité de stockage de céréales portant la capacité du site à 30 000 m³.

III-2 Installations déjà exploitées

Le site existant a fait l'objet de plusieurs visites d'inspections ces dernières années qui n'ont pas mis en évidence de manquement majeurs aux règles de sécurité dans les silos et des prescriptions applicables.

A notre connaissance, le fonctionnement de l'établissement n'a pas suscité, depuis

sa création, d'intervention de la part du voisinage pour des nuisances éventuelles.

III-3 Textes applicables

La liste des principaux textes réglementaires ou d'orientation qui s'appliquent au site sont les suivants :

Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion
Circulaire du 27 mars 1991 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Evaluation des conséquences des incendies dans les stockages de produits agropharmaceutiques
Arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection foudre de certaines installations classées
Arrêté du 10 janvier 1994 concernant les engrais simples solides à base de nitrate (ammonitrates, sulfonitrates...) correspondant aux spécifications de la norme NFU 42.001 (ou à la norme européenne équivalente) ou engrais composés à base de nitrates
Circulaire du 25 mai 1994 relative au stockage des engrais. Engrais simples solides à base de nitrates (ammonitrates, sulfonitrates, ...) correspondant aux spécifications de la norme NFU 42-001 (ou à la norme européenne équivalente) ou engrais composés à base de nitrates
Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation
Arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et leurs équipements annexes
Arrêté du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1155 "Agro-pharmaceutiques (dépôts de produits), à l'exclusion des substances et préparations " visées par les rubriques n° 1111 et n° 1150, et des liquides inflammables de catégorie A au sens de la rubrique n° 1430"
Circulaire du 21 janvier 2002 relative aux Installations classées : Prévention des accidents majeurs dans les dépôts d'engrais soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 1331 de la nomenclature
Circulaire du 20 février 2004 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
Arrêté du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1331

III-4 Observations émises lors de l'instruction

Lors de l'instruction, des observations ou interrogations ont été émises sur les dispositifs de rétention et les eaux d'un éventuel incendie.

L'exploitant a apporté les éléments suivants pour compléter sa demande : "Les produits phytosanitaires sont stockés sur le sol étanche du local phytosanitaire faisant rétention. Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront retenues sur le site sur le sol bitume dont la pente peut former rétention. Il existe une obturation au niveau du séparateur d'hydrocarbure permettant de garder les eaux sur le site. La rétention est d'environ 800 m³".

III-5 Evolution du projet depuis le dépôt de la demande

Par courrier du 7 avril 2006 à monsieur le préfet de l'Allier, le demandeur a transmis un dossier modificatif de la demande initiale.

La modification envisagée consiste à modifier dans la demande le projet d'extension du silo existant.

Par rapport au projet initial, le silo a été recentré dans l'axe du silo existant pour deux raisons :

- 1 – afin de faciliter la manutention de liaison entre les deux silos,
- 2 – afin d'éviter une grande longueur de transporteur aérien.

La surface au sol du silo a été diminuée de 500 m² en supprimant le auvent initialement prévu.

La capacité du nouveau bâtiment sera de 15 866 m³ au lieu des 12 000 m³ initialement prévus.

L'évolution du projet est sans effet sur l'environnement par rapport au dossier initial.

L'étude de danger a été réétudiée sur la partie modifiée et n'a pas mis en évidence de scénario d'accident présentant un risque nouveau inacceptable.

Cette évolution du dossier peut donc être considérée comme mineure et sans incidence sur la poursuite de l'instruction.

V- Propositions de l'inspection

Le projet se situe sur une zone rurale à prépondérance agricole propice à accueillir ce type d'activité.

Les distances d'éloignement imposées par la réglementation sont très largement respectées.

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 impose aux exploitants de disposer d'une étude de danger comportant une analyse de risque prenant en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels. COOPACA a réalisé son étude de danger et ses compléments sous cette forme.

L'ensemble des scénarios accidentels étudiés n'a pas mis en évidence de situation inacceptable. Les moyens de prévention mis en place sont en adéquation avec les risques présentés et en conformité avec l'arrêté précité.

La demande présentée peut, de l'avis de l'inspection des installations classées, recevoir une suite favorable.

VI – CONCLUSION

L'inspection des installations classées considère que COOPACA a prévu, dans son projet, l'adéquation des moyens de secours et de prévention au regard des risques présentés, en conformité avec les réglementations existantes.

Ceci constitue des éléments de motivation suffisants permettant d'autoriser l'extension sollicitée.

Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport. Il reprend, entre autres, les prescriptions souhaitées lors de l'instruction.

L'inspecteur des installations classées,

Vu et transmis,
Aubière, le 21 novembre 2006
Le chef de la division environnement
industriel et sous-sol

Signé

Gilles CERISIER